



Le monument Karl Marx de Chemnitz, entouré par une scène en construction, le 14 janvier 2025. (WOLFGANG SCHMIDT/IMAGO IMAGES)

Chemnitz en quête d'une nouvelle image

ALLEMAGNE Capitale européenne de la culture, la ville saxonne veut changer son identité marquée par l'extrême droite. Les acteurs de la lutte contre le racisme restent toutefois inquiets

DELPHINE NERBOLLIER, CHEMNITZ

En cette fin de semaine de janvier, Chemnitz est en pleins préparatifs. De grandes scènes ont été installées à trois endroits stratégiques de la ville, notamment autour de l'immense buste de Karl Marx, symbole par excellence de cette ville saxonne rebaptisée «Karl-Marx-Stadt» à l'époque du régime communiste de la RDA. Si cette ville de 250 000 habitants située près de la frontière tchèque est en ébullition, c'est parce qu'elle lance ce samedi 18 janvier une année de festivités culturelles, en présence du président allemand Frank-Walter Steinmeier. A l'instar des villes frontalières Nova Gorica en Slovénie et Gorizia en Italie, Chemnitz est en effet «capitale européenne de la culture» pour 2025.

«Chasse aux étrangers»

Au total, deux millions de visiteurs sont attendus pour assister à un millier d'événements dans une ville à la réputation particulièrement mauvaise depuis les émeutes racistes de 2018. Cet été-là, la troisième plus grande ville de Saxe avait été le théâtre de plusieurs manifestations de l'extrême droite locale et de groupuscules néonazis après le meurtre, lors d'une bagarre, d'un habitant par un Syrien détenteur du droit d'asile et par un Kurde irakien en demande d'asile. Une chasse aux étrangers avait semé la peur. Depuis, Chemnitz reste dans les esprits comme l'un des bastions les plus radicaux de l'extrême droite allemande. «Les habitants

de Chemnitz souffrent encore de cette mauvaise image», reconnaît le maire, Sven Schulze, au *Temps*. «Le titre de capitale européenne de la culture représente une grande chance d'améliorer cette image à l'extérieur et de changer le regard des habitants sur leur propre ville. Un nouveau chapitre s'ouvre», lance-t-il.

Chemnitz aurait-elle pu obtenir ce titre sans ces émeutes tragiques de 2018? «Cela ne nous a pas porté préjudice, au contraire, constate le maire. La ville avait amorcé son processus de candidature avant ces émeutes. Quand elles ont eu lieu, nous nous sommes dit: c'est exactement maintenant qu'il faut se porter candidats. Notre message était de dire que ce qui se passe à Chemnitz n'est pas unique. Toute l'Europe voit la montée des extrêmes. Notre programme est donc marqué par de multiples occasions d'interroger ces événements et de regarder vers l'avenir», se félicite cet édile.

De fait, les thèmes de la démocratie et de l'ouverture au monde occupent une place importante dans un programme culturel varié qui cherche à casser les préjugés sur la ville. D'où le nom de son programme, «The Unseen» – pouvant se lire à la fois comme «voir l'invisible» ou «Chemnitz l'inaperçue» –, qui laisse une place assez large aux acteurs locaux et aux habitants. Mais on y trouve aussi des projets plus ambitieux, comme l'ouverture en mai d'un centre de documentation sur le NSU. Dans les années 2000, ce réseau terroriste d'extrême droite avait orchestré neuf meurtres racistes à travers le pays. Les trois membres de ce réseau s'étaient cachés à Chemnitz pendant des années. «Le but de ce centre est de savoir comment on en est arrivé là, et de regarder vers l'avenir. Cette année culturelle sera donc aussi l'occasion de se pencher sur ce qui fait mal», note le maire social-démocrate, Sven Schulze.

Six ans et demi après les émeutes, le titre de capitale européenne de la culture suscite de grandes attentes mais aussi des critiques, notamment de la part de l'extrême droite. Ce samedi, le parti indépendantiste Freie Sachsen («Saxe Libre») espère attirer 3000 personnes dans une manifestation opposée à cet événement, un gaspillage d'argent public, selon lui. Il annonce aussi vouloir perturber l'année entière des festivités.

«Notre message était de dire que ce qui se passe à Chemnitz n'est pas unique»

SVEN SCHULZE, MAIRE DE LA VILLE

Au sein du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) en revanche, si on se montre circonspect, on ne rejette pas entièrement le projet. «Tout ce qui attire du monde à Chemnitz est positif», admet Niko Köhler, le président de l'AfD locale, entre deux poignées de mains dans une permanence boudée. «Au départ, nous nous sommes opposés car ce titre a été obtenu pour de mauvaises raisons. La ville est décrite comme brune et extrémiste, mais ce n'est pas le cas. Les émeutes de 2018 n'étaient pas racistes, il n'y a pas eu de chasse aux étrangers: il était normal de manifester après un meurtre commis par des étrangers», lance ce conseiller municipal, en totale contradiction avec les rapports officiels de l'époque. A Chemnitz, pourtant, un tiers des électeurs semblent penser comme lui. Lors des élections municipales de juin dernier, son parti, l'AfD,

est devenu la première force politique avec 24% des suffrages. Ce à quoi s'ajoutent les 5% du parti encore plus radical Saxe Libre.

Quels effets sur le long terme?

«Les structures d'extrême droite ne sont pas nouvelles à Chemnitz, elles datent des années 1990. Mais depuis 2018, elles se sont institutionnalisées», constate Tim Detzner. Candidat aux prochaines législatives pour le parti de gauche radicale Die Linke, il est très actif dans la lutte contre l'extrême droite. «Elle se sent bien dans cette région, elle y bénéficie d'une population vieillissante qui se remet peu en cause, qui a vécu la chute du Mur, les transformations industrielles. Les gens ont peur de perdre ce qu'ils ont et de ce qui est étranger. Ici, il n'y a pas de culture de l'immigration, analyse-t-il. Sans parler de la pandémie et de la guerre en Ukraine qui apportent leur lot de divisions supplémentaires.»

Les efforts menés par les autorités pendant sept ans contre les réseaux extrémistes semblent donc avoir porté peu de fruits. «Les associations de lutte contre le racisme et les projets pour la démocratie ont été maintenus, certains se sont développés, soutenus aussi par la région et l'Etat fédéral, mais la démocratie reste sous très forte pression. La société civile essaie de s'unir mais elle reste morcelée. C'est compliqué», constate Tim Detzner.

Dans le quartier défavorisé de Sonnenberg, le plus métré de la ville, Alina Lang porte elle aussi un regard critique sur ces sept dernières années. Cette Chemnitziote de 29 ans est l'une des fondatrices du centre IZDA qui, depuis lan dernier, offre un lieu aux migrants et étrangers, avec des activités culturelles et des sessions de conseils juridiques. «Les événements de 2018 auraient dû être un coup de semonce pour la ville, mais le racisme y a augmenté. La plupart des étrangers qui viennent ici veulent quitter Chemnitz. Après 2018, il y a bien eu un processus de dialogue avec la population, mais il n'a pas apporté grand-chose. Le soutien aux acteurs de la lutte contre l'extrême droite n'a pas été suffisant et, désormais, la ville en proie à des problèmes budgétaires coupe dans les subventions. La montée de l'AfD et la hausse des violences racistes m'inquiètent», confirme cette jeune femme.

Souppes bénefiques, l'année européenne de la culture aura-t-elle des effets sur le long terme? Les acteurs de la lutte contre le racisme en doutent. «Cela va attirer un nouveau public dans une ville qui en a besoin, reconnaît Tim Detzner. Mais que restera-t-il de ces manifestations sur le long terme? Il est à craindre que cela ne soit qu'une campagne de marketing», prévient-il. ■

Le cabinet de sécurité israélien donne son feu vert à l'accord de trêve

PROCHE-ORIENT L'accord destiné à mettre fin à la guerre prévoit dans une première phase la libération de 33 otages retenus dans la bande de Gaza depuis le 7-October, en échange de centaines de prisonniers palestiniens détenus par Israël

AFP

Le cabinet de sécurité israélien a donné vendredi son feu vert à l'accord de cessez-le-feu avec le Hamas dans la bande de Gaza, ouvrant la voie à l'entrée en vigueur de la trêve dimanche et à la libération le même jour des premiers otages en échange de détenus palestiniens.

Malgré l'annonce d'un accord par le Qatar et les Etats-Unis, après plus de quinze mois de guerre, l'armée israélienne a poursuivi ses frappes aériennes sur le territoire palestinien, faisant plus de 100 morts depuis mercredi, selon les secours. Après le feu vert du cabinet de sécurité, un Conseil des ministres devait donner vendredi soir son accord final, qui ne semblait pas faire de doute malgré l'opposition de ministres d'extrême droite. «Après avoir examiné tous les aspects politiques, sécuritaires et humanitaires de l'accord proposé et considérant que celui-ci soutient la réalisation des objectifs de guerre», le cabinet de sécurité «a recommandé au gouvernement d'approuver ce projet», a indiqué le bureau du premier ministre, Benjamin Netanyahu.

L'accord destiné à mettre fin à la guerre prévoit dans une première phase de six semaines la libération de 33 otages retenus dans la bande de Gaza depuis le 7-October, en échange de centaines de prisonniers palestiniens détenus par Israël. La fin définitive de la guerre sera négociée durant cette première phase.

Le sort des enfants Bibas

De premiers libérations devraient avoir lieu dimanche, a annoncé le gouvernement. Les familles des otages ont été informées et des préparatifs étaient en cours pour les accueillir. Selon deux sources proches du Hamas, le premier groupe devrait être composé de trois femmes israéliennes.

En échange, Israël a accepté «de libérer un certain nombre de prisonniers d'importance», a indiqué une de ces sources. Les autorités israéliennes ont désigné vendredi 95 détenus libérables dès dimanche, des femmes et des mineurs en majorité, pour la plupart arrêtés après le 7-October, et indiqué avoir pris des mesures pour «prévenir toute manifestation publique de joie» à leur sortie. L'autorité palestinienne, rivale du mouvement islamiste, est prête à assumer pleinement ses responsabilités à Gaza, a déclaré vendredi son président, Mahmoud Abbas, dans sa première déclaration après l'annonce de l'accord.

Alors qu's'annoncent une trêve et la libération d'otages, un bébé enlevé le 7 octobre 2023 avec son frère de 4 ans, les deux toujours retenus dans Gaza, sont dans les esprits de très nombreux Israéliens. Depuis quelques jours, des messages de soutien accompagnés de la photo du petit Kfir Bibas foisonnent sur les réseaux sociaux, témoignant de la ferveur de tous ceux qui espèrent sa libération. ■

EN BREF

Condamnation des avocats d'Alexei Navalny

La justice russe a condamné vendredi trois avocats de l'opposant Alexei Navalny, mort en détention il y a près d'un an, à des peines de prison ferme pour des accusations d'extrémisme. Berlin et Paris ont dénoncé «un nouvel acte d'intimidation» et de «répression» et à Londres, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, a appelé le Kremlin à «libérer tous les prisonniers politiques». AT5/AFP

Le procureur de la CPI Karim Khan en Syrie

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a été reçu vendredi par le nouveau dirigeant syrien, Ahmed al-Charaa. Ce dernier a pris le pouvoir après la chute de Bachar el-Assad accusé de crimes durant la guerre civile. «Le procureur a exprimé sa gratitude pour les discussions ouvertes et constructives lors de sa visite, au cours de laquelle des mesures de suivi ont été mises en place», indique le communiqué. AFP



Carte: Le Temps, contributeurs OpenStreetMap



Des militants d'extrême droite manifestent lors de la visite d'Angela Merkel à Chemnitz, le 16 novembre 2018. (MARKUS HEINE/IMAGO IMAGES)